

Recherches sociographiques



Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX (dirs),
*Les régions qui perdent...? Tendances et débats en
développement régional*

Christopher R. Bryant

Volume 37, Number 3, 1996

Dynamiques territoriales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057082ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057082ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Bryant, C. R. (1996). Review of [Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX (dirs), *Les régions qui perdent...? Tendances et débats en développement régional*]. *Recherches sociographiques*, 37(3), 597-599.
<https://doi.org/10.7202/057082ar>

À l'occasion, l'auteur fait référence aux résultats d'analyse de régression mais sa méthode reste descriptive et sommaire sur le plan de l'identification de l'importance relative des nombreux facteurs explicatifs interreliés pertinents à l'explication du développement rural. La modélisation du phénomène de la périurbanisation, des analyses statistiques plus poussées des flux migratoires afin d'étudier plus en profondeur l'effet de l'âge, du sexe et de la formation, un examen des répercussions de diverses formes d'organisation sociale sur le développement rural, des études plus poussées de l'incidence de l'intégration nord-sud sur le développement spatial au Canada, etc., voilà quelques sujets qu'évoque l'auteur en passant et sur lesquels il faudrait se pencher plus longuement.

Dugas reste cependant convaincu que la marginalité peut être modifiée malgré la succession des innombrables politiques et programmes publics, qu'il énumère (p. 205). Selon lui, la « multiplicité des outils disponibles ne supplée pas la carence des moyens directement appropriés et surtout l'absence de véritables politiques de développement rural ». Il nous donne en pièces détachées certains éléments d'un diagnostic et des politiques appropriées pour améliorer le développement « rural ». Il évoque la grande mobilité géographique des facteurs de production, les facilités de transport et de communication et la dimension des réseaux d'échanges qui interfèrent avec la notion de proximité, la spécialisation grandissante des espaces et les disparités d'emploi, etc. Il est impossible d'évaluer ses propos sur un sujet qui a fait l'objet de centaines de pages de rédaction de ma part récemment. Notons simplement que le défi de l'auteur et de ceux qui veulent influencer sur le développement économique rural devrait impliquer un souci plus tenace pour les facteurs déterminants de la localisation des activités économiques dans un contexte de technopolisation, de services, de firmes multinationales, d'effets d'agglomération, de contraintes grandissantes sur les gouvernements dans nombre de domaines. La prise en considération des divers « espaces » pertinents à chaque ville et région, l'identification explicite des effets à court, moyen et long termes sur la structure urbaine, et l'importance grandissante des synergies locales et régionales, voilà d'autres éléments qui figureraient de façon plus marquée dans le modèle de développement de l'espace rural.

Pierre-Paul PROULX

*Département d'économie,
Université de Montréal.*

Serge CÔTÉ, Juan-Luis KLEIN et Marc-Urbain PROULX (dirs), *Et les régions qui perdent... ? Tendances et débats en développement régional*, Rimouski, Chicoutimi et Montréal, Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec, Groupe de recherche et d'interventions régionales et Département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, 1995, 382 p.

Cet ouvrage collectif rassemble les communications présentées au Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement de la science (ACFAS) en mai 1994 à l'Université du Québec de Montréal au Colloque de la Section Développement régional. *Et les régions qui perdent... ?* s'inspire du livre de G. BENKO et A. LIPIETZ, *Les régions qui gagnent*, publié en 1992 par les Presses universitaires de France.

Les notions de district et de réseau dans la dynamique spatiale du développement économique représentent des éléments clés pour comprendre la remétropolisation des relations

économiques et le rôle privilégié des grandes métropoles dans le fonctionnement de l'espace économique. Les participants au colloque se sont posé des questions fondamentales sur la spécificité géographique de ces notions. En se basant sur elles, ne pourrait-on pas mieux comprendre la dynamique différenciée des régions non métropolitaines ? Effectivement, il existe dans ces espaces des milieux innovateurs, et des dynamiques sociales et économiques inattendues si on se fie uniquement aux dires des médias et des chercheurs qui se contentent d'une analyse trop générale ne permettant pas une dissociation adéquate entre les transformations reliées à la restructuration (« déstructuration » ?) de l'économie fordiste et les transformations « progressistes » reliées à l'émergence des différentes formes d'économie nouvelle.

Dès que le défi de l'analyse des processus est relevé, il est évident que l'image homogène et négative souvent véhiculée sur le sort des régions non métropolitaines est fondamentalement fautive. Afin de comprendre la différenciation spatiale de la dynamique de ces territoires, les notions de district et de réseau, ainsi que de l'interaction entre les acteurs sociaux et économiques qui les sous-tendent, fournissent des pistes de réflexion des plus pertinentes. En outre, ces idées s'intègrent facilement à l'approche d'économie politique de plus en plus appliquée, des deux côtés de l'Atlantique, à l'analyse de la transformation des espaces ruraux et périphériques.

Les communications sont organisées en quatre parties, traitant la notion de district dans le contexte des régions qui perdent (I), les rôles et les actions de l'État par rapport au développement de ces régions (II), les rôles et les actions provenant des milieux locaux et régionaux divers (III) et les nouveaux modèles de développement (IV).

Dans la première partie, la notion de district est analysée dans le contexte des tendances lourdes de la société — la mondialisation, la restructuration et la délocalisation des activités économiques, et la décentralisation des pouvoirs et des responsabilités en matière de développement. La notion de district avec ses réseaux de relations intenses et ses relations externes, ainsi que les acteurs qui interagissent dans ces réseaux, fournit une approche analytique à la transformation de l'espace. On peut imaginer que les conditions pour l'émergence d'un district réussi ne sont pas toujours présentes dans un milieu rural et périphérique, mais elles y sont quelquefois, et certaines localités arrivent à refaire et à assurer leur développement malgré la restructuration de l'économie globale. Il convient de se demander pourquoi cette différenciation existe, une question qui va nécessiter un effort de recherche comparatif plus fort que celui fourni jusqu'à présent.

La deuxième partie est consacrée aux rôles et aux actions de l'État par rapport à ces régions. Le débat se situe dans le contexte de la redéfinition des rôles de l'État et des rôles appropriés des organismes locaux et régionaux, y compris les collectivités territoriales. Bien qu'on puisse parler de la décentralisation comme étant une des tendances lourdes, cette tendance n'est pas simple et certainement pas linéaire ; elle implique aussi des transferts de responsabilités entre le secteur public et le secteur privé. Les tensions réelles sont bien illustrées par différents organismes « régionaux » issus des politiques et des programmes de l'État mais qui supposent une concertation, voire une gestion, de la part des intervenants du milieu, tels que les Comités (aujourd'hui les Sociétés) d'aide au développement des collectivités. Certains de ces organismes fonctionnent bien et sont associés à des processus de développement innovateurs, mais d'autres semblent mal dirigés et nullement efficaces. Encore une fois, on peut faire appel aux notions de réseaux, d'acteurs et de culture d'un milieu pour fournir des pistes de recherche dans l'avenir.

Dans la troisième partie, on aborde les stratégies et les actions « gagnantes » des milieux. Il est certes difficile de rendre compte des expériences riches en développement local ; néanmoins, les cinq contributions de cette partie présentent une gamme d'expériences, de Costa Rica à l'Abitibi-Témiscamingue aux quartiers urbains défavorisés de Montréal. La question du capital est débattue sous forme de discussion sur les fonds de développement et la création des entreprises. Mais de plusieurs contributions, émerge l'importance de stratégies impliquant des orientations « non économiques », par exemple la culture, la mobilisation des populations, l'environnement naturel et la conservation de la nature et l'intégration de toute une gamme de valeurs associées à un milieu, reflet de la composition des conseils d'administration des Corporations de développement économique communautaire (CDEC). Le développement est bien plus qu'une affaire des acteurs strictement « économiques ». Là encore, on trouve un des facteurs clés pour comprendre la différenciation spatiale de la dynamique des régions et des milieux « périphériques ».

Enfin, dans la quatrième partie, les auteurs discutent de l'émergence de nouveaux modèles de développement. Dans le contexte des espaces « périphériques » souvent soumis à des forces contradictoires (déstructurantes et restructurantes) en même temps, il y a lieu, selon les différents participants, non seulement de construire des nouveaux modèles conceptuels des processus mais aussi d'élaborer différentes approches analytiques, y compris d'autres indicateurs de développement. Les auteurs tirent leurs expériences du Québec, du Laos et des provinces maritimes, et soulèvent certains éléments de ces nouveaux modèles, entre autres, l'importance des acteurs sociaux et la mobilisation des populations.

Cet ouvrage collectif rassemble dix-neuf contributions. Il n'y a pas de conclusions définitives à toutes les questions fondamentales posées, ce qui n'est pas surprenant dans le contexte de communications présentées lors d'un colloque. Les éditeurs le reconnaissent d'ailleurs dans leur introduction. Toutefois, il est dommage que la dernière partie ne contienne pas une conceptualisation globale et cohérente des processus de développement, parce que notre réflexion a connu une évolution rapide et très riche au cours des dix dernières années, comme le montrent les différents participants. Néanmoins, c'est un ouvrage très instructif que j'utiliserai sans hésitation dans mes cours sur le développement. J'attends avec impatience les résultats des colloques subséquents.

Christopher R. BRYANT

*Département de géographie,
Université de Montréal.*

Serge CÔTÉ, Hugues DIONNE, Yvon LECLERC, Pierre-Paul PROULX, Robert ROBERT et Jean-Maurice SAVARD, *La pratique du développement régional*, Rimouski, Association des étudiant-e-s et des diplômé-e-s en développement régional (EDDR) et Groupe de recherche interdisciplinaire en développement régional, de l'Est du Québec (GRIDEQ), 1995, 134 p.

Les actes d'un colloque ont le mérite de permettre aux absents, et ce dans un délai généralement très court, d'être renseignés sur un sujet pointu en recevant en pâture tout un ensemble de propos actuels, incluant souvent des résultats préliminaires de recherche, et accompagnés de références récentes et nombreuses. Mais il faut en payer le prix : la mul-